

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28000 Chartres

Chartres, le 17/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CMS HIGH TECH

ZI de la Trinodinière BP 39
28480 LUIGNY

Références : 0010000120/RAPVI/YLM/IC220256 - VAT20220283

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement CMS HIGH TECH implanté ZI de la Trinodinière BP 39 28480 LUIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre d'un exercice incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMS HIGH TECH
- ZI de la Trinodinière BP 39 28480 LUIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0010000120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

CMS High-Tech est une installation Seveso seuil bas de traitement de solvants, eaux et boues industrielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exercice d'application du plan d'opération interne (POI)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POI	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice s'est déroulé conformément au POI, mais ce dernier n'a pas été mis à jour pour prendre en compte les derniers travaux réalisés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne en cas de sinistre, mis à jour en tant que de besoin. Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en oeuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est transmis au Préfet en vue d'y apporter, le cas échéant, toutes modifications ou compléments estimés nécessaires.
Constats : Le POI n'a pas été mis à jour consécutivement à la mise en service des nouveaux aménagements réalisés dans l'établissement.
Observations : L'inspection avait pour objectif de vérifier que les dispositions prises par l'exploitant étaient conformes à son POI lors de l'exercice incendie qui a été organisé. L'exercice consistait en un départ de feu sur la zone cuverie de solvant sale nouvellement créée. Le bâtiment H abritant le personnel administratif est situé à proximité de cette zone. Par ailleurs, cette zone est sur rétention et dispose d'un d'un système de détection incendie et d'un système d'extinction automatique. Les procédures prévues ont été mises en oeuvre et notamment : <ul style="list-style-type: none">- identification de l'accident et le déclenchement de l'alarme ;- fiche d'alerte remplie par la Directrice ;- appel au CODIS par ligne directe ;- évacuation du bâtiment concerné et recensement du personnel ;- mise en place du poste de commandement ;- attente des services de secours pour les diriger vers l'accident. L'état des stocks de produits était disponible, ainsi que leur nature et leur fiche de donnée de sécurité. L'exercice s'est déroulé conformément au POI de l'entreprise. Néanmoins, des travaux ont été effectués depuis le dernier incendie avec la création d'une zone cuverie (qui a fait l'objet de l'exercice) et des bâtiments doivent être reconstruits. Le plan de masse de l'installation annexé au POI n'est pas à jour. Ainsi, le POI ne prend pas en compte les risques apportés par ces nouveaux aménagements ni les opérations à réaliser dans ces derniers en cas de sinistre. L'exploitant indique qu'il souhaitait attendre la réalisation de cet exercice avant de mettre à jour son POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet